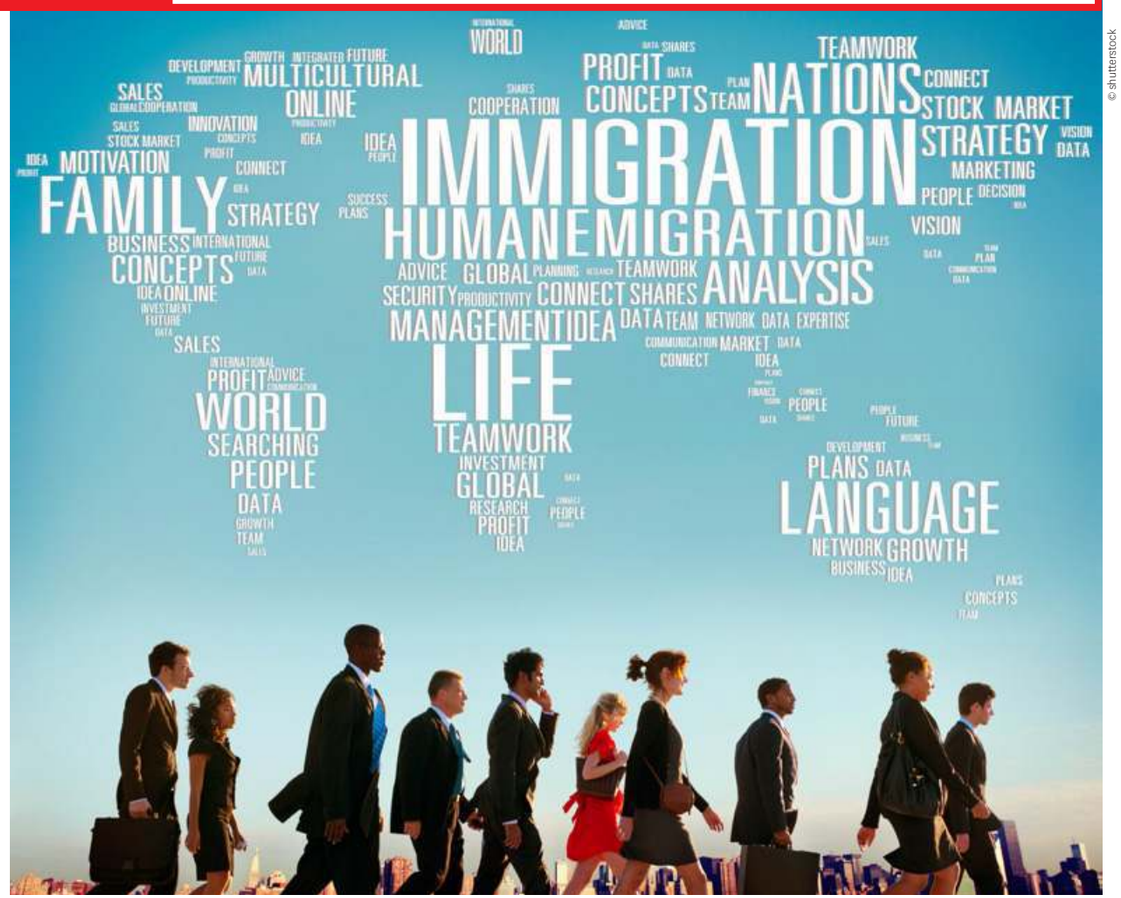
FOCUS *Comment la migration régulière peut réduire la migration irrégulière*



© shutterstock

| La démocratie ne présuppose pas des frontières fermées, déclare Claudia Mancina

POUR UNE STRATÉGIE PARTAGÉE

par Claudia Mancina

Face à l'incapacité à trouver une stratégie partagée sur le problème de l'immigration, l'Europe fait face à une crise extrêmement inquiétante. La réaction de peur et d'insécurité qui s'est emparée des habitants du continent fait courir des risques à nos institutions nationales et européennes et amène des forces xénophobes, souverainistes et populistes sur la scène politique qui sont tentées de révoquer ou, à tout le moins, réduire drastiquement le projet européen.

Cette réaction doit être prise très au sérieux parce qu'elle pourrait transformer le futur de nos démocraties. En évoquant l'acceptation massive des migrants et l'universalisme des droits humains, nous risquons d'offrir une réponse malavisée qui peut uniquement être une réponse perdante. Si nous nous mettons dans une situation où nous gérons cette réalité et que nous ne nous contentons pas de la juger, il est de notre devoir de définir une stratégie culturelle nous permettant de faire face à ce problème. Et ce d'une manière qui est à la fois moralement correcte et valide politiquement. Il est inutile de sentir que nous avons raison d'un point de vue moral si nous ne traduisons pas nos croyances dans des choix viables politiquement.

Un point fondamental doit être considéré alors que nous cherchons une stratégie : il y a une tension qui n'est pas facilement résolue entre le droit humain d'être accueilli à travers les frontières, certainement un droit universel déjà affirmé par Kant en 1775, et la démocratie.

> *Gérer l'immigration est tellement compliqué, justement en raison du défi de ranimer la tension entre les droits humains des migrants et la responsabilité de l'État envers ses citoyens.*

La démocratie ne se repose évidemment pas simplement sur la réalité physique de la territorialité, ou sur une réalité ethnique, la communauté du romantisme. Le dêmos n'est formé ni des habitants d'une région particulière, ni d'un ethnos ou d'un peuple. Le dêmos est essentiellement ce dont la démocratie est composée : tous les citoyens qui sont des membres actifs et passifs de cette démocratie, les détenteurs de la souveraineté. Le dêmos peut être constitué de différentes ethnicités, comme c'est le cas presque partout, et des nouveaux arrivants peuvent y être admis. La démocratie ne présuppose pas des frontières fermées. Elle présuppose cependant le droit du pouvoir souverain démocratique, l'État constitutionnel qui exprime la souveraineté populaire d'après les formes dictées par la constitution, pour établir des règles, des exigences et des rythmes concernant l'acceptation de nouveaux citoyens.

Cela signifie que l'État a le droit, et peut-être même le devoir d'établir, en conformité avec le droit international, ses formes d'hospitalité. Il a la prérogative de permettre ou de refuser l'entrée de migrants en situation irrégulière, dans les limites humanitaires ; il a le droit de surveiller ses frontières (sans délaisser son devoir de chercher et de porter secours) ; il a le droit d'exiger l'intégration des nouveaux arrivants, d'exiger qu'ils respectent les lois du pays, qu'ils apprennent sa langue, etc. Tout ceci parce qu'il a, au-delà de tout, la responsabilité de protéger ses citoyens. L'État tire sa légitimité de ses citoyens et ne peut donc pas considérer les droits humains comme équivalents aux droits de ses citoyens. Nous ne devons pas perdre de vue le fait qu'une telle thèse a des implications contradictoires et qu'elle présente des apories politiques et surtout morales.

Je soutiens cependant que l'État a une responsabilité fondamentale envers ses citoyens et il en sera ainsi jusqu'au jour où la démocratie trouvera de nouvelles formes, avant tout des formes qui transcendent la dimension nationale. Les droits humains ne peuvent être supprimés ou ignorés pour cette raison.

> *Il est inutile de sentir que nous avons raison d'un point de vue moral si nous ne traduisons pas nos croyances dans des choix viables politiquement*
>
> **@ClaudiaMancina**

Gérer l'immigration est tellement compliqué, justement en raison du défi de ranimer la tension entre les droits humains des migrants et la responsabilité de l'État envers ses citoyens. Des solutions qui se dirigent de manière inégale dans une direction ou dans l'autre seront précaires. Celles-ci incluent l'acceptation totale, qui ignore la peur, même s'il n'y a pas de garanties, des citoyens et la fermeture totale des frontières, qui n'est pas possible d'un point de vue pratique et qui est également indéfendable moralement. Une possibilité visant à trouver une résolution politique à la tension réside dans l'implication de l'Europe en tant qu'entité supranationale. C'est à l'Europe, dans son ensemble, à trouver des solutions raisonnables d'après sa tradition la plus authentique, celle qui est humaniste.

> AUTEUR
Claudia Mancina est professeure d'éthique à l'Université de Rome La Sapienza en Italie.